

Manifesto

Economic

Freedom

Week

2025

WOMEN ECONOMIC FORUM

THÈME

FEMMES, INNOVATION
ET TECHNOLOGIE:
CATALYSER LA PROSPÉRITÉ
AVEC LA ZLECAF



Femmes, Innovations et Technologie : Catalyser la prospérité avec la ZLECAF

Centre For Development and Enterprises Great Lakes

Produit et Publié par Centre For Development and Enterprises Great
Lakes

Avenue Mutsinda, Kinindo, Commune Muha Bujumbura-Burundi

Boite Postale : 7188 Bujumbura-Burundi

Téléphone : + 257 + 257 22241575

Email : info@centrefordevelopmentgreatlakes.org

Site web: www.centrefordevelopmentgreatlakes.org

Un Think Tank (groupe de réflexion) au service de la liberté économique.

La mission du CDEGreat Lakes est de réduire les barrières de la prospérité et d'opportunité grâce aux principes d'une société libre et de marché libre au Burundi.

Le Contenu de ce document est la responsabilité de notre Think Tank, le Centre For Development and Enterprises Great Lakes.

Femmes, Innovations et Technologie : Catalyser la prospérité avec la ZLECAF

Introduction

Le Burundi, membre signataire de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), a ratifié l'accord en 2021, affirmant ainsi son engagement en faveur de l'intégration économique régionale. Cependant, la réussite de cette ambition panafricaine dépend largement de l'inclusion effective des femmes, qui occupent une place centrale dans l'économie burundaise. Elles représentent une proportion significative des petits commerçants, des productrices agricoles et des actrices du commerce transfrontalier, jouant ainsi un rôle crucial dans les dynamiques commerciales locales et régionales.

Les femmes africaines et burundaises en particulier constituent un vivier de compétences, d'entrepreneures innovantes et de porteuses de solutions adaptées aux réalités locales. Pourtant, elles continuent de faire face à des obstacles majeurs comme un accès limité aux technologies, aux financements, à la formation spécialisée et aux marchés régionaux.

Dans le cadre de la ZLECAF, une opportunité unique s'offre ; celle de construire une économie régionale plus inclusive, où les femmes sont reconnues non seulement comme bénéficiaires, mais aussi comme actrices stratégiques de la prospérité collective.

Les recommandations présentées dans ce document sont issues des réflexions, échanges et propositions formulés lors du **Women Economic Forum 2025**. Elles traduisent une volonté collective d'inscrire l'autonomisation des femmes au cœur de la mise en œuvre de la ZLECAF

et de catalyser leur contribution à une croissance plus équitable, innovante et résiliente pour le Burundi et pour l'Afrique.

Recommandations issues des échanges du Women Economic Forum 2025

À l'attention du Gouvernement

- Renforcer l'entrepreneuriat féminin formel en adoptant une approche émancipatrice centrée sur l'amélioration de la qualité du cadre institutionnel et en mettant l'accent sur les bénéfices de la formalisation plutôt que sur la seule conformité administrative.
- Adapter les infrastructures économiques (zones de production, marchés, centres logistiques, transports, etc.) aux besoins spécifiques des femmes entrepreneures et commerçantes, afin de réduire les obstacles structurels à leur activité.
- Faciliter l'accès des femmes au financement à travers la mise en place de mécanismes ciblés : fonds de garantie, lignes de microcrédit, dispositifs financiers adaptés aux réalités des entrepreneures.
- Institutionnaliser un fonds national d'appui durable à l'entrepreneuriat féminin, incluant des subventions temporaires, des exonérations fiscales, ainsi qu'un soutien budgétaire public.
- Assouplir la réglementation économique qui freine l'activité des femmes, tout en renforçant leur reconnaissance légale dans le tissu économique et commercial national.
- Lever les contraintes juridiques et administratives au commerce transfrontalier, notamment en supprimant les exigences comme le certificat d'origine pour les petits échanges, largement dominés par les femmes.
- Faciliter l'accès des femmes à la propriété foncière en modernisant le cadre légal et en luttant contre les barrières coutumières,

condition essentielle pour garantir l'accès au crédit et sécuriser les investissements féminins.

- Réduire les écarts de compétitivité entre les entreprises dirigées par des hommes et celles dirigées par des femmes, en facilitant l'accès aux technologies, à la formation professionnelle et aux marchés régionaux.
- Éradiquer les discriminations de genre dans les politiques économiques nationales et combler les lacunes juridiques relatives aux droits de propriété et d'héritage des femmes.
- Mettre en place des structures économiques et financières flexibles, capables de répondre aux spécificités et aux contraintes des femmes entrepreneures (produits financiers adaptés, délais de remboursement ajustés, etc.).

À l'attention du Secteur privé

- Renforcer la diffusion des opportunités liées à la ZLECAF à travers les médias communautaires et la création d'une plateforme numérique multilingue, accessible aux femmes entrepreneures, y compris celles opérant dans le commerce transfrontalier informel.
- Soutenir la structuration du tissu entrepreneurial féminin en favorisant la création d'associations et de réseaux d'entreprises promouvant les droits économiques des femmes.
- Promouvoir l'alphabétisation numérique et l'accès à l'information économique, y compris en langue nationale, pour permettre aux femmes d'utiliser les outils technologiques de manière autonome et efficace.

À l'attention des organisations de la société civile, centres de recherche et ONG

- Mener des enquêtes de terrain pour recueillir des données désagrégées par genre sur les pratiques commerciales des femmes, en vue de formuler des plaidoyers fondés sur des évidences pour influencer les politiques publiques.
- Assurer le suivi et l'évaluation des politiques publiques et des engagements liés à l'inclusion économique des femmes, tout en facilitant la mise en œuvre effective des recommandations existantes.
- Documenter les initiatives d'entrepreneuriat féminin et analyser les politiques de genre à travers une approche fondée sur les données probantes, afin d'améliorer la conception de mécanismes de financement et d'accompagnement plus inclusifs.

Conclusion

Les recommandations formulées à l'issue du Women Economic Forum 2025 traduisent une volonté partagée d'ancrer l'autonomisation économique des femmes au cœur du processus d'intégration régionale promu par la ZLECAF. Elles mettent en évidence un impératif stratégique ; celui de créer un environnement économique plus équitable, plus inclusif et plus sensible au genre, dans lequel les femmes burundaises, qu'elles soient entrepreneures, commerçantes transfrontalières ou innovatrices, puissent pleinement exercer leur potentiel.

Pour que la ZLECAF devienne un réel levier de transformation pour le Burundi, il est essentiel d'aborder l'intégration économique non seulement comme un défi commercial, mais aussi comme une opportunité de justice sociale, d'innovation et de progrès. Cela suppose une action concertée entre les pouvoirs publics, le secteur privé, la société civile et les partenaires au développement, autour d'engagements clairs, de mécanismes adaptés et d'un suivi rigoureux.



